

Texte définitif d'appel à la mobilisation du 16 juin à Paris

Pour une Europe démocratique et sociale

Le « non » est le choix majoritaire du peuple français, il doit être respecté

Le 29 mai dernier, les Français ont voté massivement « non » au projet de Constitution européenne. C'est un vote populaire, progressiste, c'est un vote de solidarité avec les peuples européens. C'est un vote porteur d'espoir pour une Europe solidaire qui suscite de nombreux soutiens en Europe. Le « non » est désormais la position française. Ce refus du projet de Traité s'impose aux représentants de la France. Il doit se faire entendre lors du Conseil européen des 16 et 17 juin.

Aujourd'hui, nous en appelons à toutes les citoyennes et tous les citoyens, à toutes les forces qui veulent combattre les politiques de démantèlement social et environnemental et agir pour une Europe solidaire et démocratique.

L'appel lancé par Jacques Chirac aux dirigeants européens pour qu'ils poursuivent la ratification du projet de Constitution que la France vient de rejeter est une provocation contre la démocratie. Après avoir prédit l'apocalypse si le « non » l'emportait, les principaux dirigeants européens tentent de faire croire que le « non » de la France et celui des Pays-Bas ne doivent rien changer. Imaginent-ils que l'on fera revoter les peuples une deuxième fois sur le même texte ?

Jacques Chirac nomme un gouvernement Villepin-Sarkozy qui prépare une aggravation des politiques libérales sanctionnées une nouvelle fois par le peuple. Les projets du gouvernement de démantèlement du code du travail, d'accélération des privatisations, de durcissement répressif et sécuritaire, montrent bien que le résultat du référendum n'a pas été entendu.

Le peuple a tranché. Le projet de Constitution européenne est mort : il doit être enterré pour qu'une nouvelle discussion s'ouvre sans attendre, au grand jour et sous l'autorité des peuples, sur les politiques et les institutions européennes afin qu'une Europe sociale et démocratique, respectueuse de l'environnement, solidaire des pays du Sud, porteuse de paix, voit le jour. Les directives libérales telles que Bolkestein, sur le temps de travail, sur les transports, etc, doivent être retirées, la casse des services publics arrêtée.

Le 16 juin prochain s'ouvrira le premier Conseil européen depuis le « non » de la France et celui des Pays-Bas. Nous ne laisserons pas ces discussions se mener sans nous. Nous en avons assez de voir le choix du peuple français caricaturé et méprisé. Nous exigeons qu'il soit respecté et entendu. Ensemble, ne nous laissons pas voler notre victoire. Mobilisons-nous pour faire vivre l'espoir du 29 mai.

**Rendez-vous jeudi 16 juin à 18h30
Place de la République à Paris**

Organisations signataires : en cours